

**RESTITUTIO. UN ARTICLE PUBLIÉ PAR ALEXANDRE A.
BELDIMAN CONCERNANT SA DERNIÈRE RENCONTRE AVEC
LE ROI CHARLES I ER**

George Trohani

Parmi les papiers restés de l'ancien journaliste, de l'époque d'entre les deux guerres, Timoléon Pisani se garde aussi un manuscrit d'Alexandre A. Beldiman rédigé au mois de mars 1924 et donné le 14 avril 1924 pour être publié dans la revue "Revista Vremei", Bucarest, IV (1924), no. 5 du 20 avril, p. 9-14. "Revista Vremei" été conduite par le bien connu homme politique Grégoire Gafenco.

Etant donné la circulation réduite de la dite publication, dont sa rare utilisation par les historiens d'aujourd'hui, nous sommes d'avis de reproduire dans les pages de l'annuaire *Muzeul Național* ces notices.

L'auteur des notices, Alexandre A. Beldiman est né le 16/ 28 mai 1855, à Iași¹. En 1877 il devient docteur es droit à Berlin, et en 1878 il est nommé secrétaire de l'Agence diplomatique roumaine de Berlin. Du mois de septembre 1879 jusqu'en décembre 1880 il a été chancelier de l'Agence diplomatique et du Consulat roumain de Sofia, d'où il a été transféré comme premier secrétaire de Légation à Vienne. En 1881 il est nommé à la Légation de la Roumanie de Berlin, et pendant les mois de février - mars 1883 à Londres, pour pouvoir participer aux travaux de la Conférence concernant la Question du Danube. Après une courte venue à Bucarest, dans le cadre du Ministère des Affaires Etrangères, comme chef de la Division politique, pendant les mois de juillet – août 1883 il est nommé chargé d'affaires à la Légation de la Roumanie de Berlin, prenant part à la rencontre du premier ministre roumain, J. C. Brătiano, avec le chancelier de l'Allemagne, Otto von Bismarck.

En 1885 il revient à Sofia comme secrétaire général, consul et d'autres renseignements, pour qu'en février 1886 il accomplisse divers renseignements commerciaux à Berlin. En suite, du 1 juillet au 1 septembre 1887 il est ministre de la Roumanie à Belgrade, post du quel il donne sa démission. Le 9 octobre 1895 il est nommé secrétaire général dans le Ministère des Affaires Etrangères, et le 1 janvier 1896 ministre de la Roumanie à Berlin, post où il restera jusqu'à l'entrée de la Roumanie dans la première guerre mondiale.

Le 1 mai 1881 il s'est marié, à Berlin, avec Marthe, la fille du professeur Albrecht Faenling avec Augusta Senner, née le 25 février 1857 à Berlin et décédée le 14 juillet 1939 à Dârste. Alexandre A. Beldiman est mort le 19 juin 1924, à Dârste, donc après deux-trois mois qu'il avait rédigé les notices que nous présentons en ce qui suit.

*

¹ A voir L. Predescu, *Enciclopedia Cugetarea*, Bucarest, 1941, p. 93 et M. D. Sturdza, *Familiile boierești din Moldova și Țara Românească*, I, Bucarest, 2004, p. 405-406.

Les notices publiées par Alexandre A. Beldiman ont eu comme cause la publication par les allemands et les soviétiques des documents secrets concernant la politique étrangère des anciens gouvernements des pays respectifs. Entre autre, il s'agit de la publication allemande „*Vossische Zeitung*” de Berlin, qui avec l'accord de Moscou, a publié un télégramme du 28 juillet 1914 ayant comme destinataire le ministre de la Russie à Bucarest, Poklewski. Le télégramme contenait des références aux démarches d'Alexandre A. Beldiman auprès du gouvernement de Berlin. Mais le télégramme a été publié, antérieurement, aussi dans *Argus* du 13 février 1924 et dans *Manchester Guardian* du 12 mars 1918, ayant comme date d'envoi le 18 juillet. Mais les démarches d'Alexandre A. Beldiman ont eu lieu le 26 juillet d'après le calendrier grégorien, ce qui fait que le 18 juillet ou correspond avec le 31 juillet nouveau style ou c'est une faute d'imprimerie.

Du télégramme il ressort, de même, que pour le cas d'un non attaque de la part de la Bulgarie envers la Roumanie, la dernière se concentrera contre la Russie, devenant ainsi ”un traître hypocrite”.

Ce qu'on sait, c'est que le 28 juin était assassiné l'archiduc François Ferdinand, a Sarajevo. Le 17 juillet Alexandre A. Beldiman était reçu au Palais de Peleş par le Roi Charles I-er pour discuter le conflit autrichien – serbe. Le 22 juillet Alexandre A. Beldiman devait partir à Berlin, comme ministre de la Roumanie. Pour cela, le Roi Charles I-er lui fait une visite a Dârste, près de Braşov, donc en Transylvanie, qui appartenait alors a l'Autriche-Hongrie, où Al. Beldiman avait sa demeure et où il désirait se retirer, en 1915, quand il accomplirait 60 ans.

La discussion entre le Roi Charles I et Alexandre A. Beldiman a duré plus d'une heure et on ne savait pas encore rien en ce qui concerne l'ultimatum donné a la Serbie par l'Autriche-Hongrie, ultimatum qui a sera remis le 23 juillet. Le 21 juillet on savait seulement d'une éventuelle futur démarche pour aplaner le conflit, en temps que la position de la Russie été bien connu – aucune tolérance pour un attaque contre la Serbie.

Un simple conflit autrichien – serbe ne pouvait affecter gravement la Roumanie, mais une intervention de la Russie oui. L'esprit antirusse n'était pas trop fort en Roumanie, mais en échange le courant anti-hongrois devait être pris en charge.

Le roi espérait pour le calme et il ne pouvait pas concevoir un manque d'information de la part de l'Allemagne envers la Roumanie en ce qui concerne les futurs événements. Pour cela, il demandait de la part de l'Allemagne des informations en temps utile pour le cas qu'on ne pouvait éviter un conflit avec la Russie. D'autre part, le Roi insister sur les prévoyances pures défensives de l'alliance secrète avec les Pouvoirs Centraux.

Au départ, le Roi souhaitait à Alexandre A. Beldiman un retour le plus vite possible de Berlin, après l'accomplissement de sa mission, pour discuter les futurs projets – donc, le Roi ne croyait pas dans un déclenchement rapide de la guerre, ayant en vu aussi le fait que les voies ferroviaires russes vers l'Autriche et l'Allemagne devaient être finalisées en deux-trois ans.

Alexandre A. Beldiman part le jour suivant, le 22 juillet, et à Prague il apprend de l'ultimatum. Son arrivée à Berlin a lieu le 24 juillet, le soir. Le 25 juillet il reçoit un télégramme de la part de Jean I. C. Brătiano, le premier ministre de la Roumanie, qui demande des informations concernant les opinions allemandes sur la situation internationale. La réponse d'Alexandre A. Beldiman a lieu le 29 juillet, quand il transmet aussi l'aide mémoire présenté aux allemands.

L'auteur des notes constate, en 1924, que la Russie connaissait déjà le 28 ou le 31 juillet le contenu de ce document qui était strictement confidentielle...

De la description des événements et des actions diplomatiques de la période 28-31 juillet l'auteur des notes arrive à la conclusion que "les freins de l'alliance n'étaient plus tenus par Berlin ... Le sort de l'Allemagne était, si non décider à Vienne, au moins laissé dans la vague des hésitations et de la duplicité du Cabinet autrichien-hongrois ... Le Gouvernement allemand a été <traîné> dans la conflagration mondiale sans avoir le temps de préparer ses alliés". L'Allemagne ne croyait pas encore dans une proche guerre.

La mobilisation générale de la Russie, le 31 juillet, a mis la Roumanie devant le fait accompli du commencement de la guerre mondiale.

L'Autriche-Hongrie a eu la même attitude aussi envers l'Italie, qui n'a pas été consultée, contrairement aux stipulations de l'article VII du Traité d'alliance conclu entre les trois pouvoirs – l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

La non intervention de la Roumanie a eu comme cause aussi son manque de préparation politique et militaire. Et le sens du Conseil de Couronne du 4 août n'est pas compris, étant considéré comme un cas malheureux.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient soi-disant contentes de l'inaction de la Roumanie, de la quelle elles désiraient profiter pour n'avoir pas des obligations en cas de victoire. De même, la Russie désirait, comme en 1877-1878, la victoire pour elle seule, sans la coopération avec la Roumanie.

En ce qui concerne la Bulgarie et l'attitude de la Roumanie, la deuxième partie du télégramme de Sozonov est fautive. Les interventions d'Alexandre A. Beldiman auprès des allemands étaient d'affaiblir les hostilités des bulgares, comme suite d'une non croyance dans les déclarations officielles des chefs bulgares. Après les informations reçues, Alexandre A. Beldiman télégraphiait en Roumanie que la Bulgarie ira avec les Pouvoirs Centraux.

Et la Russie, à l'aide de l'espionnage, connaissait une partie du contenu de l'intervention et des actions diplomatiques, ainsi pouvant être expliqué la forme affirmative de la première partie du télégramme de Sozonov et dubitative la deuxième partie. Pour cela la Russie se considérait victime de l'agression allemande et accusait la Roumanie de "trahison" pour le cas d'accomplissement des démarches d'Alexandre A. Beldiman.

Commencant la guerre, Alexandre A. Beldiman est obligé à rester à son post, à Berlin, et le 27 septembre/ 10 octobre 1914 le Roi Charles I-er meurt ... les deux n'ayant plus la possibilité à se revoir ...

On doit encore ajouter que la rédaction du présent article s'est faite au mois de mars 1924 et l'auteur est mort deux-trois mois après, le 19 juin 1924.

*

Nous faisons mention que les notes avec astérisque (*) appartiennent à Alexandre A. Beldiman, et celles avec des chiffres arabes à l'éditeur d'aujourd'hui. De même, nous faisons la remarque qu'entre le manuscrit et le texte publié il n'y a pas des différences.

**„ULTIMELE INSTRUCȚIUNI” ALE REGELUI CAROL
SITUAȚIA ROMÂNIEI ÎN AJUNUL IZBUCNIREI
RĂZBOIULUI MONDIAL (21–31 IULIE 1914)**

de Alexandru Beldiman
Fost ministru plenipotențiar al României

„*Vossische Zeitung*” din Berlin a publicat acum de curând – cu autorizarea guvernului din Moscova – o serie de documente din arhiva personală și secretă a reposatului ministru de externe rus Sozonov². Printre aceste acte se află și o telegramă, adresată în 28 Iulie 1914³ ministrului Rusiei la București d. Poklewski, și care se referă la un demers oficial al autorului acestei lucrări pe lângă guvernul din Berlin în ajunul izbucnirii războiului mondial.

Reproduc textul acestei telegrame, după cum a apărut, în traducere din limba germană, în „*Argus*” cu data de 13 Februarie din care am luat întâi cunoștință de publicarea ei din nou, căci vom vedea îndată că nu ne aflăm în fața unei destăinuirii inedite:

Petrograd 28 Iulie 1914

² În manuscris A. Beldiman a scris mai întâi Sassonow (cu doi de s la mijlocul cuvântului), iar mai apoi a șters un s, rămânând Sasonow, astfel că acest al doilea s se citește z. Astăzi se scrie când Sazonov, când Sozonov (cu v final și nu cu w, iar primul o se citește a). În continuare, în text, noi am ales grafia Sozonov. Este vorba de Serghei Dmitrievici Sozonov (1860-1927), ministrul de externe al Rusiei în perioada 1910-1916. În legătură cu unele schimburi de telegrame între Sazonov (după cum scrie autoarea citată puțin mai jos) și Stanislav Alfonsovici Poklevski-Koziell, ministrul Rusiei la București (din anul 1913 până în 1918, cu o scurtă întrerupere în prima jumătate a anului 1917, iar după război va rămâne în România, beneficiind de statut diplomatic până la decesul survenit la 1 mai 1937. Se născuse la 30 ianuarie 1868), a se vedea E. Campus, *Din politica externă a României, 1913-1947*, București, 1980, p. 46, 50 ș.a. - telegrame din 21 și 30 iulie 1914, precum și la convorbirile din 31 iulie dintre Brătianu și Poklevski, toate tratând problema Transilvaniei și fără a se face referiri la cele menționate de A. Beldiman în prezenta.

³ Toate datele sunt menționate pe stil nou.

„Aflăm din sursă absolut de încredere cum că ministrul român la Berlin referindu-se la o însărcinare a regelui, și pare-se și a lui Brătianu, a rugat pe Jagow⁴ ca să-l țină în curent cu evenimentele, aceasta pentru ca România, în cazul unui război, în care ar fi târâtă și Rusia, să poată prepara opinia publică și lua măsurile militare necesare. Beldiman ar fi declarat că, în cazul când România ar căpăta convingerea că nu este amenințată de un atac din partea Bulgariei, ar fi posibil să-și îndrepte toate forțele contra Rusiei. Nu voim să dăm aici o crezare acestor știri, căci în cazul că ele s-ar adevăra, România ar deveni un trădător fățarnic!”

Această telegramă a apărut deja textual – printre alte documente secrete, publicate la Moscova de guvernul rus actual – în „Manchester Guardian” din 12 Martie 1918 sub titlul: „Petrograd Documents. Rumania's entry into the war. A Russian telegram of July 18, 1914”.

Data de 18 Iulie trebuie să fie sau stilul vechi, care ar corespunde cu 31 Iulie stil nou, sau o greșală de tipar; căci demersul meu, reprodus aproape exact în partea întâia a telegramei Dlui Sozonov, a fost într-adevăr făcut la 26 Iulie st. nou, îndată după întoarcerea mea la Berlin. Numai partea a doua a telegramei, privitoare la Bulgaria, va trebui rectificată, căci n-am făcut declarația ce mi se atribue; și ea nici nu s-ar fi potrivit – precum se va vedea – cu situația, în fața căreia se afla guvernul nostru în momentul izbucnirii neașteptate a războiului mondial. Dar atitudinea Bulgariei, care preocupa atunci cu drept cuvânt pe primul ministru Brătianu, a fost în zilele următoare obiectul unui schimb de telegrame între Dsa și mine, însă nu în sensul presupus de fostul ministru de externe al Rusiei.

Opinia publică a țării – dacă mai există așa ceva – are, cred, dreptul să fie lămurită, cel puțin din punctul de privire istoric, asupra unei chestiuni atât de serioase, ca aceea ridicată prin publicarea din nou a telegramei Dlui Sozonov din 28 sau 31 Iulie 1914. E vorba de a se ști exact și de a se stabili prin documente române, care au fost de fapt împrejurările, în care Regele Carol, guvernul său și țara întregă s-au aflat deodată și fără veste înaintea celei mai zguduitoare probleme a existenței naționale. Oare numai prin publicațiuni, apărute întâmplător ici colo în străinătate, prin niște crâmpieie fără legătură directă cu punctul de privire românesc, să rămână opinia publică în nedumerire despre chestiunile cele mai grave, ce priveau, la sfârșitul lui Iulie 1914, soarta țării? Dealtmintreli, constatarea adevărului istoric, chiar lipsit de actualitate, este întotdeauna folositoare și plină de învățăminte.

*

În Iulie 1914 mă aflu în concediu aici la Dârste pe lângă familia mea. Dar, cu privire la evenimentele externe în legătură cu misiunea mea la Berlin, mai cu samă în urma asasinării Arhiducelui Franz⁵ Ferdinand în 28 Iunie, eram în contact continuu atât cu regele la Sinaia, cât și cu primul ministru, care venea des

⁴ Gottlieb von Jagow (1863-1935), secretar pentru afacerile externe și mai apoi ministru de externe al Germaniei (1913-1916).

⁵ Autorul (A. B.) scrie Fran.

la Predeal, unde ne întâlneam. După toate știrile primite și cu toată încordarea primejdioasă a relațiilor dintre Austro-Ungaria și Serbia, nici Regele, nici primul său consilier, nu aveau încă impresiunea că ne-am fi aflat în ajunul unor astfel de evenimente, încât întoarcerea mea la post să fie urgentă.

În ziua de 17 Iulie însă Regele primindu-mă în audiență la Castel Peleş, observa cu îngrijorare că conflictul austro-sârb se agrava din cauza atitudinii amenințătoare a Rusiei, și stăruind asupra necesității de a fi informat de guvernul german cât se poate de exact asupra întregii situațiuni internaționale pentru a cunoaște la timp urmările eventuale ce s-ar putea ivi pentru România ca Stat aliat, Suveranul aprobă intențiunea mea de a mă întoarce peste câteva zile la Berlin ; nu mi-a permis însă, la sfârșitul audienței, să-mi iau rămas bun de plecare, zicându-mi că va veni încă la Dârste în ajunul pornirii mele „pentru a-mi da ultimele sale instrucțiuni”.

În 21 Iulie - plecarea mea fiind hotărâtă pentru a doua zi - Regele și Regina Elisabeta sosiră singuri cu automobilul la Dârste pe la ora ceaiului. Suveranul cunoscând poziția micii noastre proprietăți, pe care o vizitase cu Regina și în anii precedenți cu ocazia plimbărilor ce făceau împreună prin frumoasa vale a Timeșului, exprimă, curând după sosire, dorința de a se retrage cu mine într-un foișor de lemn, aflat pe o măgură la spatele caselor noastre, de unde-i plăcea priveliștea asupra Secelelor și a munților dimprejur. Urcându-se cu pași ageri pe o potecă, Regele se opri un moment pe la mijlocul înălțimei, ca să privească la lucrările de construcție a unui adaus la casele noastre, de care se interesa, fiindcă știa că această clădire era în legătură cu intenția mea de a mă retrage aici la țară în viața privată. Venind acum iarăși vorba de scopul acestor lucrări, Regele îmi spuse surâzând: „Mai e multă vreme până atunci!” (*“Es ist noch lange Zeit bis dahin!”*). Altă dată, în anul precedent, îmi tăiasse chiar vorba în mod mai drastic, calificând intenția mea de „absurditate” (*„Unsinn”*). Eu unul însă eram hotărât ca în anul următor 1915, când voi fi împlinit și vârsta de 60 ani, să pun, din propria mea inițiativă, capăt prea îndelungatei mele misiuni în străinătate pentru multe cuvinte de ordine și politică și personală.

Din punctul de privire al conducerii politice externe a Germaniei un fapt mă impresionează foarte mult: chemarea în capul Departamentului Afacerilor Străine a unui personaj atât de mediocru - spre a întrebuița un eufemism diplomatic - ca repositatul Kiderlen⁶ de alcoolică pomenire, a cărui valoare reală din păcate o cunoșteam prea bine de la București. Această numire Cancelarul Bethmann Hollweg⁷ a obținut-o nu fără anevoință de la Împărat, care la prima propunere o refuzasă. În memoriile sale, simțind poate nevoia a justifica această ciudată alegere fostul Cancelar a scris că, după părerea sa, Kiderlen era „cel mai capabil diplomat al Germaniei de atunci” (I, p. 30) – fără ca să-și dea seama ce compliment făcea prin aceasta întregului personal diplomatic și politic, de care

⁶ Ludwig von Kiderlen Waechter (1852-1912), fost ministru al Germaniei la București, în anul 1900, iar între 1908-1911 ministru de externe al Germaniei.

⁷ Theobald von Bethmann Hollweg (1856-1921), cancelar al Germaniei în perioada 1909 - iulie 1917.

dispunea Imperiul. Nu știu, dacă Cancelarul răspunzător de această numire, a aflat vreodată, cum Kiderlen, în convorbiri mai intime cu diplomați străini, aprecia capacitatea și competența șefului său în materie de politică externă.

În cât mă privește, n-aveam nici o iluzie. Episodul Kiderlen în politica externă a Germaniei, mai cu samă în timpul crizei orientale, provocate de războiul balcanic, care atingea de-aproape țara noastră, m-a îndemnat încă de atunci să mă gândesc serios la retragerea mea de la postul ce-l ocupam de atâția ani.

Toate acestea le știa Regele Carol nu numai din convorbiri în cursul anilor, dar și din scrisori personale ce-i adresasem. De aici și pregătirea unui loc liniștit de retragere la țară ; și toți, care mă cunosc mai de-aproape, știu că numai războiul m-a împiedicat să-mi aduc hotărârea la îndeplinire.

Regele privea de sus lucrările zidarilor, cerându-mi oarecare lămuriri asupra planului clădirii, care urma să fie acoperită și înădită cu casa existentă în toamna aceluiași an. Dar din ea nu ne-am ales decât cu temeliiile și o pivniță în ruină după atâția ani de părăsire. Căci toată zidăria ce se înălțase peste doi metri deasupra pământului, precum și toate materialele de construcție au dispărut în timpul când proprietatea a rămas în voia întâmplărilor războiului.

Suveranul își urma suișul până la foișorul din deal, acoperit cu vița sălbatică și înconjurat de brazi și de pini, plantați de noi cu mai bine de 15 ani înainte. Intrând în mica cameră a acestui mic locaș singuratic într-un colț de pădure, se așază într-un jilț de paie la una din ferestrele deschise. Aici bătrânul nostru Rege a stat peste un ceas, analizând cu mine întreaga situație internațională atât de încordată, precum se înfățișa în aceea zi după ultimele știri primite în urma audienței mele de la 17 Iulie. Dar Regele nu cunoștea încă acel ultimatum fatal al Austro-Ungariei către Serbia, care era să fie remis la Belgrad cu două zile în urmă, la 23 Iulie, zădărniciind aproape cu totul menținerea păcii generale. În 21 Iulie se știa numai că ne aflam în ajunul unui demers hotărâtor al guvernului din Viena la Belgrad; și Suveranul nostru era cu drept cuvânt îngrijit de repercusiunea ce acest demers urma să producă la Petersburg. Căci Sozonov îi declarase la Constanța, cu ocazia vizitei Țarului în zilele de 13 și 14 Iunie, că „Rusia nu va putea tolera cu nici un chip un atac al Austro-Ungariei asupra Serbiei”. Regele revenea asupra acestei declarațiuni, pe care mi-o comunicase încă de la sosirea mea în concediu cu câteva săptămâni înainte; și asupra ei atât Suveranul personal cât și Primul ministru atrăsese la timp serioasa atențiune a miniștrilor Austro-Ungariei și Germaniei la Sinaia. Aceasta îndată după vizita de la Constanța și înainte de asasinarea Arhiducelui moștenitor la Sarajevo⁸, ceea ce arăta, încă de atunci, gravitatea situațiunii create de mai mult timp la hotarele României prin învrăjbirea Serbiei cu Austro-Ungaria. Un conflict eventual numai între aceste două Puteri – observa Regele – nu ar intra în cazul prevăzut de Tratatul de alianță defensivă, prin care România era legată cu Puterile Centrale. Dar intervenția Rusiei, pe care Suveranul o prevedea ca inevitabilă, ar pune țara noastră în cea mai grea

⁸ În text se folosește scrierea Seraiewo.

cumpănă. Regele își dădea bine sama, și o spunea, că opinia noastră publică nu era deloc pregătită pentru o acțiune națională în contra Rusiei, care departe de a ne amenința, căuta din contra să strângă relațiile de prietenie cu România, precum o dovedise recenta vizită a Țarului.

Iar încât privește Monarhia dualistă aliată, Suveranul nu-și ascundea curentul potrivnic îndeosebi Maghiarismului, ce se manifesta în opinia noastră publică. În asemenea condițiuni cine ar putea să împingă țara într-un război contrar simțământului ei?

Iată grija cea mare, ce apăsa asupra cugetului mult încercat al regelui, chiar înainte de crima de la Sarajevo! Și în același sens El se rostise deschis în convorbirile sale cu contele Czernin⁹, ministrul Austro-Ungariei, și cu Conteul Waldburg¹⁰, însărcinatul cu afaceri al Germaniei.

În ziua de 21 Julie însă, când nu se ivise încă nici un fapt nou, care să arate imediata primejdie a păcei, Suveranul nu pierduse nădejdea că lucrurile se vor mai potoli și că va avea încă timpul necesar pentru a se înțelege cu aliații săi asupra eventualităților viitoare. Cu drept cuvânt El nu-și putea închipui că politica germană va lăsa să izbucnească de azi pe mâni un război general, fără veste pentru Regele României, fără pregătire cu aliații de la București și de la Roma.

Încotr-o mergem? Iată ce Suveranul voia să afle în mod pozitiv de la Berlin, față cu situația europeană atât de încordată. Și de aceea mi-a dat ordinul precis să arăt guvernului german „absoluta necesitate” ca El să fie prevenit la timp, în caz când războiul cu Rusia nu s-ar mai putea evita.

Stăruind, în cursul convorbirii, asupra acestei însărcinări, care mi se păru scopul principal al vizitei sale în ajunul plecării mele, Regele încheia apăsător cu următoarele cuvinte, care mi-au rămas întipărite în memorie:

“Spune, te rog, la Berlin că, dacă politica germană [prevede războiul cu Rusia într-un viitor mai mult sau mai puțin apropiat, îmi trebuie mie neapărat cel puțin câteva luni pentru ca să pot lua la timp, atât în privința situațiunii interne, cât și a celei externe, dispozițiunile politice și militare necesare, pregătind totodată și opinia noastră publică în vederea hotărârilor eventuale de extremă gravitate pentru soarta țării. Trebuie negreșit să fiu prevenit la timp, ca să nu fim surprinși de niște evenimente, în care am putea fi chemați să intervenim prin alianța noastră”.

Asupra caracterului pur defensiv al acestei alianțe secrete Regele insistase de altmintreli în cursul convorbirii.

Audiența era terminată. Suveranul se sculase și vorbea în picioare. A stat încă o clipă pe micul pridvor al foisorului, privind în zare ca cuprins de gânduri. Apoi se scoborî încet spre casă, zicându-mi că ar trebui să mă întorc de la Berlin, pentru câteva

⁹ Ottokar Theobald, conte von Czernin (1872-1932), ministru plenipotențiar al Austro-Ungariei la București, în perioada 1913-1916, și ministru de externe al Austro-Ungariei, în perioada decembrie 1916-1918.

¹⁰ Conteul von Waldburg era atașat la Ambasada Germaniei la București.

zile, îndată ce prezența mea la post nu va mai fi neapărat trebuincioasă, pentru ca să-i aduc și verbal și cu de-ămăntul răspunsul ce-l aștepta de la guvernul german. Așa de puțin credea că ne aflam chiar în ajunul celor mai cumplite evenimente!

Regele menționase între altele și faptul că lucrările căilor ferate strategice, ce se construiau în Rusia spre hotarele germane și austriace cu miliarde împrumutate în Franța anume în acest scop, nu erau să fie gata decât peste doi sau trei ani. Și această considerațiune părea să confirme impresiunea sa cum că pericolul ce-l prevedea, nu ar fi așa de apropiat.

Regele ajuns pe terasa dinaintea casei, unde se afla Regina, și după o scurtă oprire observa că trebuie cam un ceas pentru a ajunge la Castel Peleş înainte de masă. În momentul când Suveranii se urcară în automobil, ultimele cuvinte ale Regelui către mine au fost: „Sper să te revăd în curând și cu bine!” (*„Auf baldiges Wiedersehen und hoffentlich mit guten Nachrichten”*). Iar către nevastă-mea: „Trebuie să se întoarcă în curând, căci mai am mult de lucru cu dânsul!”

Aceste au rămas cele de pe urmă cuvinte, ce le-am auzit din gura Regelui Carol, căruia mă prezentasem pentru întâiași dată pe la începutul carierei mele diplomatice cu vreo 35 ani înainte.

Ca sănătate Regele părea destul de bine întremat după grava boală, de care suferise cu vreo șapte ani înainte. Văzându-l cum umbla și se mișca fără oboseala bătrânețelor; observând agerimea minții sale iscusite în ale politicei, cine s-ar fi gândit în momentul plecării din Dârste că aceasta era să fie un rămas bun pentru vecie?

Plecai a doua zi, după cum era hotărât. Sosii în 24 Julie sara la Berlin, după ce aflasem în drum, la gara din Praga, textul ultimatu(mu)lui adresat Serbiei în ajun. Evenimentele se precipitară ca o lavină uriașă și distrugătoare copleșind întregul continent. De întoarcerea mea în țară nici nu mai putea fi vorba. Iar bătrânul nostru Rege, adânc zguduit de năpraznica soartă ce covârșea puterile sale, își dădu suflul în noaptea de 10 Octombrie 1914 după o domnie de 48 ani, plină de izbânzii mari și trainice, dar nelipsită și de amare decepțiuni.

În 25 Julie primul ministru Brătianu îmi telegrafia la Berlin de la Castelul Peleş: *„Este pentru noi o necesitate absolută să cunoaștem cu precizie situația astfel cum ea apare guvernului german. Noi nu am cunoscut nota austriacă decât după ce fusese remisă la Belgrad ...”*

După diferite știri și instrucțiuni privitoare la situația creată prin acel ultimatum încheia: *„În orice caz față cu situația generală atât de gravă, voim să fim informați cu precizie asupra stărei reale a lucrurilor și asupra eventualităților probabile”*.

Era aproape exact repetiția instrucțiunilor verbale, pe care Regele mi le dăduse la Dârste în 21 Julie; și era evident că această telegramă fusese redactată la Castelul Peleş îndată după o convorbire a Suveranului cu primul său consilier.

Într-o telegramă cu data de 29 Julie răspundeam Dlui Brătianu: *„Îndată după sosirea mea am insistat, conform ordinilor Maiestății Sale, asupra necesității absolute ca guvernul imperial să ne dea la timp indicațiunile cuvenite, dacă ne aflăm*

în ajunul unei conflagrațiuni generale, pentru ca să nu fim surprinși de niște evenimente, de la care va atârna viitorul neamului nostru. Trebuie asemenea să pregătim opinia noastră publică. Am remis în această privință un <aide-mémoire> Secretarului de Stat, care mi-a răspuns că nu perduse încă speranța că conflictul austro-sârb va fi localizat. Pe de altă parte am observat că nu putem să luăm poziție în conflictul dintre Rusia și întreita alianță, înainte ca să știm exact dacă va izbucni”.

Iată acum și textul acestui <aide-mémoire>, menționat în telegrama precedentă, și pe care l-am remis Dlui de Jagow. Ministrul de Externe, în 26 Iulie, după ce în ajun îndeplinisem verbal instrucțiunile Regelui cu toată stăruința impusă de gravitatea situațiunei ce o găsisem la Berlin. Dar tot în acea zi, de 25 Iulie, pe când aveam primele mele convorbiri la Wilhelmstrasse după întoarcerea mea la post, s-a produs ruptura bruscă a relațiilor dintre Austro-Ungaria și Serbia, cu toate că capitularea guvernului din Belgrad față de condițiunile nemaipomenite ale ultimatu(mu)lui fusese aproape complectă. Sub impresiunea acestei rupturi, contrare așteptărei generale – căci toată lumea socotea satisfacțiunea extraordinară obținută de monarhia dualistă ca un pas hotărâtor spre aplanarea conflictului -; și aflând că și declarația de război a Austro-Ungariei împotriva Serbiei nu va întârzia, ceea ce urma să provoace intervențiunea Rusiei, - am crezut urgent să precizez a doua zi, printr-o comunicare scrisă, cele expuse verbal în ajun, constatând astfel că până la acea dată Regele Carol și guvernul său erau lăsați în nedumerire asupra celei mai grave și arzătoare situațiuni europene, ce se ivise de la încheierea alianței noastre în 1883:

(Traducere din limba germană) *Secret*

Berlin 26 Iulie 1914

“Guvernul regal român, care prin evenimentele ce se precipită, poate să fie chemat a-și îndeplini datoriile de aliat, pune prețul cel mai mare de a fi informat la timp în cea mai strânsă înțelegere cu Imperiul German asupra situațiunei, astfel încât să fie pus în măsură de a lua dispozițiunile necesare politice și militare și îndeosebi să poată pregăti opinia publică a țarei cu privire la hotărârile de cea mai mare importanță pentru România, ce eventual ar fi de luat.

În sensul acesta atât Maiestatea Sa Regele, cât și primul Ministru Brătianu au dat instrucțiuni subsemnatului, deși la plecarea sa din țară nu se prevedea încă că ne aflam atât de aproape de asemenea hotărâri

*<semnat> A. Beldiman * ”*

Comparându-se prima parte a telegramei Dlui Sozonov, adresată ministrului Rusiei la București în 28 sau cel târziu în 31 Iulie, se vede cât de exact și de repede ministrul afacerilor străine la Petrograd a fost informat asupra unui demers foarte confidențial făcut de mine la Berlin cu câteva zile înainte. Indiscreția în nici un caz n-a putut să provină din cancelaria mea, căci actul a fost scris de mine personal și remis imediat ministrului german; despre cuprinsul lui, bine înțeles că n-am vorbit cu nimeni la Berlin în afară de Departamentul imperial.

* Textul original german publicat în *Documente germane privitoare la izbucnirea războiului (Die Deutschen Dokumente zum Kriegsansbruch)*, vol. I, p. 212, No. 208 (nota autorului A. B.).

În cât privește partea a doua a telegramii Dlui Sozonov, despre care pomenii mai sus că nu era exactă așa cum era formulată, voi reveni mai la urmă asupra-i cu lămuririle necesare. De-altminteri este de observat că, pe când partea întâia a telegramii este afirmativă, partea a doua are forma dubitativă: “Beldiman ar fi declarat etc”.

*

„Ultimele instrucțiuni” ale Regelui Carol, date la Dârste în 21 Iulie și repetate de primul său colaborator, au fost aduse la îndeplinire la Berlin în 25 și 26 Iulie, precum și în zilele următoare, când reveneam cu stăruință asupra lor. Dar în loc de “cel puțin câteva luni”, cât ceruse cu drept cuvânt Regele pentru ca să poată pregăti țara în vederea eventualității celei mai grave, ce pune soarta ei în cumpănă, de fapt numai foarte puține zile ne mai despărțeau de izbucnirea războiului mondial!

În 28 Iulie Austro-Ungaria, după ruptura relațiilor diplomatice cu Serbia din 25 Iulie, declară formal războiul Statului vecin sub cuvânt că răspunsul la nota-ultimatum din 23 Iulie „nu era satisfăcător”.

Asupra acestui răspuns însă trebuie reamintită observația scrisă de Împăratul Wilhelm pe marginea chiar a notei sârbești, în momentul când lua cunoștință de cuprinsul ei (28 Iulie): „*Un succes strălucit (eine brillante Leistung) într-un termen de numai 48 ore! Aceasta este mai mult decât se putea aștepta! Un mare succes moral pentru Viena; dar atunci orice pricină de război dispăre și Giesl (ministrul austro-ungar) ar fi trebuit să rămână liniștit la Belgrad! In aseminea condițiuni (Daraufhin) eu (subliniat de mâna Împăratului) nu aș fi ordonat niciodată mobilizarea! W*”.

Această adnotație marginală a Împăratului rezumă de-altminteri întocmai impresiunea generală, ce răspunsul Serbiei a produs pretutindeni. Față de supunerea guvernului din Belgrad la condițiile esențiale și extrem de grele, impuse de ultimatu(mu)l austro-ungar, punctele rămase încă în litigiu păreau atât de puțin însemnate, încât lumea a respirat o clipă, crezând că trecuse momentul cel mai periculos al crizei.

Îndată după citirea răspunsului sârbesc Împăratul, care abia în ajun sosise la Potsdam din călătoria sa pe coastele Norvegiei, dădu generalului adjutant von Plessen ordinul să scrie din partea sa Șefului Marelui Stat Major că Serbia primind toate punctele esențiale (“im wesentlichen”) din ultimatu(mu)l austro-ungar, „nu mai există cauză de război” pentru Monarhia vecină. Totodată Suveranul în aceeași dimineață de 28 Iulie adresează ministrului de externe o lungă scrisoare autografă, prin care, arătând părerea sa exprimată în observația marginală reprodușă mai sus, cerea să se intervină de urgență la Viena în sensul aplanării conflictului. “După capitularea cea mai umilitoare manifestată în fața lumii întregi” – zicea Împăratul – Austro-Ungaria, care începuse deja operațiile militare în contra Serbiei, ar putea să se mulțumească cu ocuparea provizorie a Belgradului ca o garanție pentru îndeplinirea condițiilor primite de guvernul sârbesc. Pe baza aceasta, care să dea toată satisfacția cuvenită puterii aliate, Împăratul declară că e gata să mijlocească la Viena restabilirea păcii cu atât mai mult, că intervențiunea sa în acest sens era solicitată din toate părțile.

În aceeași zi Cancelarul, conformându-se imediat indicațiilor cuprinse în scrisoarea Împăratului, dădu printr-o lungă telegramă urgentă ambasadorului german la Viena instrucțiunile în consecință. Acestea erau redactate în termeni atât de stăruitori, încât se spunea guvernului aliat că, dacă el, în urma rezultatelor obținute prin răspunsul sârbesc, s-ar menține într-o „*atitudine cu totul intransigentă (bei einer völlig intransigenten Haltung)*” aceasta i-ar înstrăina „*opinia publică în toată Europa*”. Și mai departe: ... *“dacă guvernul austro-ungar ar persista în rezerva de până acum față cu propunerile de mijlocire, ordine de a fi provocat un război mondial, ar cădea în cele din urmă, chiar și în ochii poporului german, asupra Austro-Ungariei! ...”*

A doua zi, 29 Iulie, ambasadorul german la Viena îndeplini instrucțiunile primite pe lângă Contele Berchtold.

Cum se explică că o intervențiune atât de serioasă în momentele cele mai critice n-a avut la Viena nici o urmare practică? Nici măcar atâta, cel puțin de a câștiga timp pentru a se înțelege cu aliații, precum cerea Regele Carol, precum cerea și guvernul din Roma? Oare numai din cauză că evenimentele s-au precipitat? Nu cred. Există indicii temeinice că intențiunile, deși cam tardive, dar hotărâte ale guvernului german de a „localiza” în ultimul moment conflictul, au fost zădărnicate la Viena. Dar această chestiune ar depăși cadrul lucrării de față ; menirea ei este a pune „ultimele instrucțiuni” ale Regelui Carol, la care se referea telegrama Dlui Sozonov din 28 Iulie 1914, în legătură cu întreaga situație, în fața căreia România s-a pomenit deodată în ajunul conflagrațiunii generale. Mă voi mărgini deci – încât privește întrebarea de mai sus despre cauzele neizbutirii acelei intervențiuni atât de stăruitoare a guvernului german la Viena – la o mică paranteză:

În acele zile, când soarta omenirii era în cumpănă, Cancelarul Bethmann Hollweg, sub impresiunea unor informațiuni diplomatice, primite la 28 Iulie și care ne-ar duce prea departe să le expunem aici, a scris de mâna lui pe marginea telegramei – „Această duplicitate a Austriei este de nesuferit ...” (urmează motivarea îndignării ce-l cuprinsese).

Se naște deci întrebarea: dacă Cancelarul cunoștea această duplicitate - și în poziția lui de atâția ani era dator s-o cunoască și încă bine – cum de n-a știut să ferească la timp politica germană de urmările acelei diplomații cu tradiții seculare din vremea lui Metternich? Aceasta însă n-ar fi fost cu puțință decât într-un singur chip și anume: ca conducerea efectivă și hotărâtă a politicei întreitei alianțe să rămână la Berlin, cum a lăsat-o întemeietorul ei. Aci atingem în treacăt o chestiune de cea mai mare însemnătate istorică pentru priceperea evenimentelor, care au schimbat fața lumii. Asupra acestei chestiuni Regele Carol a insistat adeseori în cursul lungiei mele misiuni, însărcinându-mă, cu prilejul diferitelor împrejurări critice, prin care trecusem în Orient, să arăt la Berlin cum înțelege El alianța noastră cu Puterile centrale. Suveranul spunea: *“Punctul de gravitate al alianței noastre trebuie să rămână la Berlin, cum a fost la*

început, iar nu să alunece pe nesimțite la Viena. Numai întrucât România este aliata Germaniei, poate să fie și aliata Austro-Ungariei”^{*}.

Există chiar un memoriu scris în sensul acesta, pe care l-am remis Cancelarului de atunci, Principelui Bülow¹¹, cu aprobarea Regelui.

Printre obârșiile mai îndepărtate ale războiului mondial trebuie să însemnăm mai cu samă criza orientală, provocată în 1908 din inițiativa guvernului austro-ungar prin anexarea formală a Bosniei și Herțegovinei, și aceasta fără înțelegere prealabilă cu Germania. Contele Aerenthal¹² s-a bizuit atunci pe puternicul aliat, fără ca să-l prevină, punându-l înaintea unui fapt îndeplinit. Complicațiunile internaționale ce au urmat de aici, au pus pe guvernul german în situația foarte anevoioasă sau să lase pe Austro-Ungaria să se descurce singură – ceea ce ar fi zdruncinat întreaga ei poziție de mare putere în Orient, compromițând și alianța – sau să apese asupra guvernului din Petersburg cu toată greutatea autorității sale pentru a asigura monarhiei aliate un succes numai de prestigiu, iar în fond fără nici un folos real și fără câștig efectiv, căci Bosnia și Herțegovina erau de fapt în stăpânirea Austro-Ungariei fără nici un termen, în virtutea tratatului de la Berlin, și fără ca nimeni, nici măcar Rusia, să-i conteste acest drept. Politica germană, de voe de nevoe, a ales atunci alternativa a doua, luând asupra-și și paguba și ponosul. Exemplu istoric cum căarma alianței nu mai era ținută cu tărie la Berlin, ci lăsată mai mult sau mai puțin în voia întâmplărilor.

Experiența făcută în 1908 cu politica plină de duplicitate a Contelui Aerenthal, de care guvernul german s-a lăsat a fi surprins și apoi împins într-o direcție vătămătoare în fond amânduror aliaților, se pare c-a folosit prea puțin succesului principelui Bülow, Cancelarul Bethmann Hollweg, care se încrezuse în destoinicia fără samăn a unui Kiderlen ca să conducă politica externă a Germaniei, s-a deșteptat cam târziu, când în 28 Iulie 1914 constata „nesuferita duplicitate a Austriei”. Și când în aceeași zi, după îndemnul personal al Împăratului, interveni la Viena cu atâta energie încât să spună aliatului că ordinul unui război mondial ar cădea asupra Austro-Ungariei, dacă ar persista într-o atitudine cu totul intransigentă – situația devenise deja extrem de încordată prin mobilizarea parțială a Rusiei în contra Austro-Ungariei (29 Iulie) ca răspuns la declarația de război din ajun a acestei din urmă în contra Serbiei.

În 30 Iulie Cancelarul, în continuarea silințelor sale de a îndupleca pe Cabinetul din Viena ca să primească în fine mijlocirea Germaniei pe bazele arătate și agreeate și la Londra, telegrafia ambasadorului german de acolo: ... *„Refuzul oricărui schimb de părere cu Petersburg ar fi o gravă greșeală, căci provoacă tocmai o acțiune războinică a Rusiei, pe care Austro-Ungaria în primul rând este interesată a o evita. Noi suntem gata a îndeplini datoria noastră de aliat; dar trebuie să declinăm (ablehnen) să ne lăsăm a fi târați cu ușurință (leichtfertig) de*

^{*} Martor în viață: actualul Prim Ministru Ion I. C. Brătianu.

¹¹ Bernhard, principe von Bülow (1849-1929) fost ambasador al Germaniei la București, în perioada 1888-1893, fost ministru de externe al Germaniei, în perioada 1897-1900, apoi cancelar al Germaniei, în perioada 1900-1909, iar în 1915 ambasador la Roma.

¹² Contele von Aerenthal, ministru de externe al Germaniei în perioada 1909-1912.

Viena într-o conflagrație mondială (Weltbrand), fără ca sfaturile noastre să fie băgate în samă. Și în privința chestiunii italiene Viena pare a nesocoti sfaturile noastre. Rog să vă roștiți imediat față cu Conte Berchtold cu toată apăsarea cuvenită (mit allem Nachdruck) și cu mare seriozitate”.

Cancelarul credea cu toată sinceritatea omului de treabă, ce era - dar lipsit de darul adevăratului bărbat de stat de a pătrunde și de a prevedea realitățile politice – că mai avea încă timp să mijlocească la Viena cel puțin amânarea, dacă nu aplanarea conflictului direct dintre Austro-Ungaria și Rusia.

Era prea târziu. Cârma alianței nu mai era ținută la Berlin, vorba Regelui Carol. Soarta Germaniei a fost, dacă nu hotărâtă la Viena, dar lăsată în voia șovăelilor și duplicității Cabinetului austro-ungar. În 31 Iulie mobilizarea generală a Rusiei a pus subit și cu tot dinadinsul capăt negocierilor în curs, dând foc lumii pentru a realiza în sfârșit năzuințele seculare ale Împărăției pravoslavnice : cucerirea Orientului și a Țarigradului; de astă dată în unire cu cele două mari puteri occidentale. Guvernul german a fost “târât” – cum scrisese Cancelarul în ajun la Viena – în conflagrația mondială, ”fără ca sfaturile sale să fi fost băgate în samă”, fără ca să poată măcar să-și pregătească aliații. Nici n-a mai avut timpul material ca să răspundă la cererea stăruitoare a Regelui Carol, rezumată în acea însemnare din 26 Iulie. Căci telegrama Împăratului Wilhelm către Suveranul nostru din 31 Iulie, nu mai era o pregătire în vederea unei eventualități mai mult sau mai puțin apropiate, ci pune România în fața faptului îndeplinit al izbucnirii războiului mondial.

La Roma, Marchizul de San Giuliano declarase de la începutul conflictului austro-serb și repeta mereu ambasadorului german von Flotow că „o acțiune atât de agresivă” și „cu urmări atât de grave” ca acea întreprinsă de Austro-Ungaria împotriva Serbiei, era „contrară spiritului întregii alianțe și că guvernul din Viena ar fi fost dator să se înțeleagă mai înainte cu aliații”. (Rezumat al diferitelor telegrame ale ambasadorului).

Încă din primele zile ale crizei guvernul german s-a străduit să convingă pe cabinetul din Viena că ar trebui să se înțeleagă numaidecât cu Italia asupra eventualităților ce s-ar putea ivi în Orient în urma acțiunii întreprinse de Austro-Ungaria împotriva Serbiei. În această privință Italia putea cu drept cuvânt să invoace art. VII din Tratatul de alianță dintre cele trei Puteri, care prevedea, îndeosebi pentru Austro-Ungaria și Italia, anume cazul când, în urma evenimentelor, menținerea statului quo în Orient ar deveni imposibilă. În virtutea acestei stipulațiuni amândouă Puterile erau obligate de a nu proceda la o ocupațiune temporară sau permanentă, care ar putea modifica statul quo teritorial fără o înțelegere prealabilă între „ele, bazată pe principiul unei compensațiuni reciproce pentru orice avantajiu, teritorial sau altul, pe care una din cele două Puteri l-ar obține peste statu quo actual, dând astfel satisfacțiune intereselor și pretențiunilor bine întemeiate ale amânduror Părților contractante.”

Și în această chestiune de căpetenie pentru existența chiar a întregii alianțe cârma ei nu mai era ținută la Berlin. Sfaturile repetite și stăruitoare ale guvernului german, date la Viena pentru a se stabili cu Italia înțelegerea prevăzută de articolul

VII, au fost întâmpinate de cabinetul austro-ungar întâi cu interpretarea textului acelei stipulațiuni, apoi cu t(ă)răgăniri, până când evenimentele le-au zădărnicit cu totul. Din actele publicate la Viena se vede lămurit intenția Contelui Berchtold de a pune pe aliatul din Roma în fața unui fapt îndeplinit, manoperă scurtă la minte, ce a costat enorm și Germaniei, al cărei guvern o tolerase.

*

Am arătat, în trăsăturile ei esențiale, desfășurarea grozav de repezită a evenimentelor de la 21 până la 31 Iulie 1914, luând ca punct de plecare ultimele instrucțiuni ale Regelui Carol, care rezumau situația României în fața urmărilor amenințătoare ale conflictului austro-serb. În 21 Iulie, cu toată îngrijorarea ce inspira încordarea relațiilor dintre Austro-Ungaria și Rusia, cine și-ar fi închipuit că numai 10 zile ne despărțeau de catastrofa mondială?

Când în 31 August Împăratul Germaniei telegrafia Regelui Carol, invocând alianța, prin care România era legată de puterile centrale în caz de război cu Rusia, neprovocat de către aliați, țara noastră nu era de loc pregătită, nici din punctul (de) privire.

Politic, nici din acel militar pentru a intra imediat în acțiune alături de Germania și Austro-Ungaria. Trăiam în deplină pace ; nu eram amenințați din nici o parte. Trecuse abia un an de când pacea de la București, încheiată în 10 August 1913 sub auspiciile Regelui Carol, pusese capăt războiului balcanic cu aprobarea unanimă a marilor puteri.

La Roma, după cum văzurăm, se contesta chiar că după textul și spiritul tratatului de alianță, Italia – față cu împrejurările, în care izbucnise conflictul – ar fi obligată să intre în război. Singura obligațiune ce se recunoștea, era neutralitatea binevoitoare, și încă sub rezerva justei aplicări a articolului VII. Asupra acestei stipulațiuni speciale au urmat apoi până aproape de declarația de război a Italiei împotriva Austro-Ungariei, negocieri serioase între amândouă puterile aliate, negocieri zădărnicate iarăși de cabinetul din Viena în dauna aliatului german.

Situația României, deși deosebită din cauza poziției ei geografice în vecinătatea imediată a Rusiei, prezenta totuși oarecare analogie cu cea a Italiei. Amândoi aliați ai Germaniei și Austro-Ungariei – dar aliați în fond mai mult cu cea d-întâi, decât cu cea de a doua – nu au fost preveniți la timp ca să se poată pregăti în vederea eventualităților posibile; și aceasta fiindcă guvernul din Berlin avea la început iluzia primejdioasă cum că conflictul austro-sârb va putea fi „localizat”. Când și-a dat sama că acțiunea întreprinsă de Austro-Ungaria aluneca pe un povârniș, care putea duce la o conflagrație generală, atunci abia a intervenit apăsător la Viena ca să oprească catastrofa ; dar era prea târziu.

În zilele următoare am continuat să-mi îndeplinesc instrucțiunile Regelui și ale Primului Ministru, arătând guvernului german imposibilitatea pentru România, în starea de nepregătire, în care se afla la 31 Iulie, să declare război Rusiei, lăsând chiar la o parte chestiunea provocării, discutată la Roma. La faptul învederat al nepregătirii politice și militare nu mi se putea răspunde cu nici un argument temeinic. Regretele că evenimentele se precipitaseră într-atât, încât nu mai era cu

putință a îndeplini dorința Regelui nostru, nu schimbau situația. Alt fapt tot atât de puțin contestabil, asupra căruia am atras cu tot dinadinsul atenția guvernului german, precum și a cercurilor politice și militare, unde eram asaltat cu întrebări asupra atitudinii României: Moldova, deschisă și fără apărare serioasă la Prut, ar fi fost imediat copleșită de cazaci*, care ar fi pus foc și pârjol la jumătatea țării, cum se întâmpla tocmai atunci în Prusia Orientală. Oare cu astfel de dezastre trebuia să înceapă mobilizarea noastră împotriva Rusiei? Regret că în acele zile zbuciumate n-am putut nota în scris numeroasele mele convorbiri. Dar rândurile următoare, extrase dintr-o scrisoare personală, adresată primului ministru în 16 August, rezumă încă o dată situația noastră în momentul izbucnirii războiului european:

“Este evident că nu poți arunca națiunea de azi pe mâni {mâine} într-un război contrar simțămintelor ei și fără ca să înțeleagă pentru ce. Este tot așa de just că într-un mod subit și fără nici o pregătire a lumii noastre politice am fost puși în fața celei mai zguduitoare probleme de existență națională. M-am rostit aici din capul locului în modul cel mai energic asupra acestui punct și o repet mereu pentru a explica situația extraordinară de grea, în care ne aflăm din cauza aceasta ...”.

*

În împrejurările arătate, când nici vorba nu putea să fie de o acțiune militară a României împotriva Rusiei fără a expune țara nepregătită la cumplite primejdii, n-am înțeles ce rost a avut Consiliul Coroanei din 4 August¹³, în care Regele Carol a fost pus în situația de a propune, pe temeiul tratatului de alianță, ținut secret până atunci, intrarea noastră imediată în război alături de puterile centrale. Guvernul nostru știa de mai înainte că aceasta nu era cu putință și lucra în acest sens pe lângă aliați; la Berlin, precum am expus; și presupun desigur și la Viena. Încât privește guvernul german pot să afirm că-și dădea sama de dificultatea extraordinară a situației noastre. Nu știu ce zicea cabinetul austro-ungar; dar am cuviința de a crede că în fond nu era prea nemulțumit de inacțiunea României, de care dorea să profite fără să aibă obligațiuni în caz de victorie. Tot așa și Rusia ar fi preferat să învingă singură fără cooperarea României; și există o analogie interesantă între atitudinea marelui puteri slave față de România în războiul ruso-turc de la 1876/ 77 până la dezastrul de la Plevna, și atitudinea ei în primele faze ale războiului european, prin care s-a prăbușit ea însăși.

În situația, în fața căreia ne aflam surprinși la sfârșitul lunii Iulie, care era deci necesitatea urgentă de a învedera în mod demonstrativ în fața lumii izolarea Regelui de fruntașii politici ai țării, adunați în jurul lui în împrejurări atât de critice pentru viitorul nostru? Căci opinia separată a Dlui Carp, deși respectabilă în

* În același sens, despre primejdia unei invaziuni imediate a Moldovei de către armata rusească, s-a rostit și primul ministru Brătianu într-o convorbire cu ministrul Germaniei de la Waldthausen, precum se poate vedea din raportul telegrafic al acestui din urmă către guvernul său din Sinaia, 3 Aug. 1914 No. 61 (Dopumente germane vol. IV, p. 35, No. 786).

¹³ Consiliul de Coroană s-a ținut la Sinaia în ziua de 21 iulie/ 3 august 1914.

principiu, nu ținea samă de realitatea împrejurărilor din acel moment. Așadar neutralitatea era deocamdată impusă prin forța lucrurilor; și pentru a o proclama în 4 August nu era nevoie de aparatul solemn al unui Consiliu a Coroanei, în care unii, chemați în pripă la acest mare sfat al țării, nici nu erau bine inițiați în politica noastră externă și n-au luat decât abia atunci cunoștință de Tratatul secret de Alianță. Nu era nici nevoie de a pune pe Rege în poziția oarecum umilitoare de a capitula cu politica sa înaintea unanimității minus unul, ca și cum politica aceasta ar fi fost opera sa personală*. Oare acest rezultat nu era știut de mai înainte? Enigma aceasta a Consiliului Coroanei din 4 August 1914 nu se va putea deslega decât atunci când însemnările Regelui Carol din acele zile de restriște pentru dânsul, dacă există, vor fi cândva accesibile istoriei. Astăzi nu putem decât să constatăm faptele în realitatea lor, fie evidente și incontestabile, fie documentate. Iar concluziile să le lăsăm viitorului.

*

Termin revenind la partea a doua a telegramei Dlui Sozonov, privitoare la o pretinsă declarație a mea în legătură cu atitudinea eventuală a Bulgariei. Cine a urmărit cu atențiune expunerea de față a situațiunei în care România s-a pomenit deodată la sfârșitul lui Iulie 1914, poate să-și dea singur sama că declarația ce mi se atribue cu privire la mobilizarea tuturor forțelor noastre împotriva Rusiei, în cazul când am fi acoperiți din partea Bulgariei, nu poate să fie exactă. Exact este numai că într-adevăr atitudinea Bulgariei în acele împrejurări a preocupat firește și cu drept cuvânt pe guvernul nostru, adică pe primul ministru Brătianu, care mi-a semnalat telegrafic curentul ostil României, ce domnea în țara vecină, precum și desele conflicte întâmplare pe hotarele româno-bulgare și provenind din această stare de spirit. Totodată Dsa m-a însărcinat să intervin pe lângă guvernul german, pentru ca acesta să astâmpere, prin influența sa, tendințele agresive ale Bulgarilor. Demersurile mele în sensul acestor instrucțiuni precum și starea relațiilor noastre cu Bulgaria în ajunul izbucnirii războiului general, sunt rezumate în însemnarea confidențială următoare, ce am remis-o în 30 Iulie ministrului german al afacerilor străine: (Traducere din limba germană).

“Berlin 30 Iulie 1914

Notă confidențială.

După știrile primite de la prim ministru se pare că conflictele pe granița româno-bulgară încetează. Totuși starea de nesiguranță și de neîncredere reciprocă între amândouă Statele vecine a rămas aceeași. De la Dunăre s-au primit știri despre măsuri militare din partea Bulgariei, precum și despre organizarea de bande pentru Macedonia. Ministru de război al Bulgariei ar fi declarat, după cum se raportează,

* S-a zis întotdeauna că politica noastră externă, întemeiată la 1883 de Ion Brătianu prin înche(i)erea alianței cu Puterile centrale, ar fi fost opera personală a Regelui Carol în calitate de Hohenzollern. Nimic mai fals și greșit din punctul de privire istoric precum voi dovedi-o în mod incontestabil.

că armata bulgară ar fi suficientă în contra României și bandele în contra Serbiei¹⁴. Asemenea și Regele Ferdinand s-ar fi rostit în cercuri militare în sens ostil în contra României. Toate aceste(a) arată că în împrejurările actuale este imposibil pentru România de a se încrede în declarațiile oficiale ale guvernului bulgar sau în sinceritatea Regelui Ferdinand.

(semnat) A. Beldiman ”

Intervențiile noastre la Berlin, privitoare la atitudinea Bulgariei, și care începuse, conform cu instrucțiunile primite de la d. Brătianu, îndată după întoarcerea mea la post, au avut în cele din urmă rezultatul de a limpezi situația.

În 2 August am telegrafiat Dlui prim ministru:

“Guvernul bulgar a reînnoit asigurările sale formale la Berlin și la Viena că în caz de război general, este hotărât a merge cu întreita alianță. În acest scop el se va abține de toate măsurile militare înspre România, și este gata să declare că el nu urmărește nici o schimbare teritorială cu privire la noua noastră provincie ...” (adică Cadrilaterul dobândit prin tratatul de pace de la București din 1913).

Era evident că Bulgaria își rezerva toate revendicările teritoriale în contra Serbiei¹⁵.

Iar la 3 August am comunicat telegrafic Dlui Brătianu:

... “Sub auspiciile Germaniei s-a încheiat înțelegerea între Turcia și Bulgaria. În alianța ce este pe punctul de a fi semnată între Germania, Austro-Ungaria și Bulgaria, o clauză specială garantează România în contra veleității unei revendicări teritoriale din partea Bulgariei. Conținutul acestui tratat este comunicat astăzi regelui nostru printr-o telegramă adresată legațiunii germane. Împăratul a exprimat părerea că România trebuie să-și păstreze și să întărească poziția ei actuală preponderentă față cu statele balcanice”.

Din toată acțiunea noastră diplomatică la Berlin de la 25 Iulie până la 4 August – data declarării oficiale a neutralității României – reiese învederat că nu încăpea în nici un moment o declarație ca aceea, ce mi se atribue de d. Sozonov în partea a doua a telegramei sale. Totuși această parte, deși neexactă, nu era lipsită de oarecare temei și-și găsește explicația într-o telegramă adresată de ministrul de externe de Jagow ambasadorului german la Viena în 26 Iulie cu No. 152 și publicată în Documentele germane vol. I, p. 213, sub No. 219:

Alineatul întâi al acestei telegramă rezumă întocmai, pentru a fi comunicată cabinetului Austro-Ungar, acea notă cu data de 26 Iulie cuprinzând instrucțiunile Regelui și ale primului ministru și reprodusă textual mai sus.

Alineatul al doilea trece la altă ordine de idei, referindu-se la „știrile primite de d. Brătianu și necunoscute aici” – (adică la Berlin, “hier nicht bekannt”) – cu privire la măsurile militare, luate de Bulgaria pe hotarele noastre. Apoi urmează textual:

¹⁴ Este scris Sârbiei.

¹⁵ Este scris Sârbiei.

“Guvernul român pune firește (<naturgemäß>) cel mai mare preț de a primi o garanție că nu are nimic de temut din partea Bulgariei pentru a putea concentra toate puterile împotriva Rusiei”.

La sfârșitul acestei telegrame ambasadorul german este însărcinat să se înțeleagă cu Conte Berchthold asupra unei acțiuni comune la Sofia în sensul arătat.

Nu era dar vorba de o declarație a mea, ci de o observațiune firească a ministrului de Jagow, care nădăjduia însă, pe temeiul alianței, că România, în caz de război cu Rusia, va lupta alături de puterile centrale, deși în 26 Iulie nu credea că acest război va izbucni peste cinci zile.

Din comparația textelor acestor două documente rezultă lămurit și fără nici o îndoială că telegrama secretă a Dlui Sozonov din 28 sau 31 Iulie 1914, a cărei publicare a prilejuit lucrarea de față, reproduce în fond și aproape complet telegrama, adresată în 26 Iulie de ministrul de Jagow ambasadorului german la Viena. De aceea forma afirmativă în partea întâia a telegramei din Petersburg – ceea ce corespundea întocmai realității; și forma dubitativă în partea a doua. Serviciul tainic de informațiuni al cabinetului rusesc nu lăsa nimica de dorit.

În sfârșit, mi se pare vrednic de toată luarea aminte că Puterea, despre care se pretinde că pândea momentul cel mai prielnic pentru a da foc continentului, nu-și pregătise nici aliații de la București și de la Roma; și nici nu-și dădea sama că atunci când în zilele de 28 și 30 Iulie intervenea atât de apăsător la Viena pentru a opri catastrofa amenințătoare, se afla deja în ajunul ei. Iar Puterea de la Nord, care se da drept victima agresiunii germane, își pregătise atât de bine terenul de la București, încât se credea îndrituită a acuza pe guvernul român de „trădare”, în caz când s-ar adevăra știrile primite despre îndeplinirea din parte-mi la Berlin a ultimelor instrucțiuni ale Regelui Carol.

Dârste, Brașov în Martie 1924

A. Beldiman

RESTITUTIO. UN ARTICOL PUBLICAT DE CĂTRE ALEXANDRU A. BELDIMAN REFERITOR LA ULTIMA SA ÎNTÂLNIRE CU REGELE CAROL I

- Rezumat -

Este vorba de republicarea „Ultimelor instrucțiuni” ale regelui Carol. *Situația României în ajunul izbucnirii războiului mondial (21-31 iulie 1914)*, articol publicat de Alexandre A. Beldiman (1855-1924), ministrul României la Berlin, între anii 1896-1916, apărut în “*Revista Vremei*”, București, IV (1924), nr. 5 din 20 aprilie, p. 9-14, publicație editată de către bine cunoscutul om politic Grigore Gafencu.

Însemnările publicate de către Alexandru A. Beldiman au avut drept cauză publicarea de către germani și sovietici a unor documente secrete referitoare la politica externă a fostelor guverne din țările respective. În cazul de față era vorba de publicația germană „*Vossische Zeitung*” din Berlin, care, cu acordul Moscovei, a publicat o telegramă din 28 iulie 1914 adresată ministrului Rusiei la București, Poklewski. În telegramă se făceau referiri la un demers al lui Alexandru Beldiman pe lângă guvernul din Berlin. Dar telegrama a mai apărut și în *Argus* din 13 februarie 1924, precum și în *Manchester Guardian* din 12 martie 1918, menționându-se însă data de 18 iulie pentru telegramă. Însă Alexandru A. Beldiman și-a făcut demersul la 26 iulie stil nou, ceea ce înseamnă că 18 iulie ori corespunde cu 31 iulie stil nou, ori este o greșeală de tipar.

Din telegramă mai reiese că în cazul neatacării României de către Bulgaria, prima se va mobiliza în contra Rusiei, România devenind astfel „un trădător fățarnic”.

După cum se știe însă, la 28 iunie a fost asasinat arhiducele Franț Ferdinand, la Saraievo. Pe 17 iulie Alexandru A. Beldiman a fost primit la Castelul Peleş de către Regele Carol I pentru a discuta conflictul austro-sârb. Iar pe 22 iulie Alexandru A. Beldiman trebuind să plece la Berlin, unde era ministru al României, Regele Carol I îl vizitează, pe 21 iulie, la Dârste, lângă Brașov, prin urmare pe teritoriul Transilvaniei ce aparținea Austro-Ungariei, unde-și avea reședința și dorea a se retrage, în 1915, când urma a împlini 60 ani.

Discuția dintre Regele Carol I și Al. A. Beldiman a durat peste o oră și încă nu se știa nimic despre ultimatumul dat Serbiei de către Austro-Ungaria, ultimatum ce va fi remis pe 23 iulie. Pe 21 iulie se știa doar de un eventual viitor demers în vederea aplanării conflictului, iar poziția Rusiei era cunoscută – nu putea tolera un atac împotriva Serbiei.

Un simplu conflict austro-sârb nu putea grav afecta România, însă o intervenție a Rusiei da. Spiritul antirus nu prea era puternic în România, în schimb curentul potrivnic maghiarismului era de luat în seamă.

Regele spera în calm și nu concepea o neinformare din partea Germaniei a României asupra viitoarelor evenimente. De aceea, el cerea din partea Germaniei o prevenire din timp în cazul că nu s-ar putea evita un conflict cu Rusia. Pe de altă parte, Regele insista asupra prevederilor pur defensive ale alianței secrete cu Puterile Centrale.

La despărțire Regele ceru lui Alexandru A. Beldiman o reîntoarcere cât mai grabnică de la Berlin, după îndeplinirea misiunii sale, pentru a rediscuta viitorul - deci Regele nu credea într-o declanșare rapidă a războiului, mai ales că și căile ferate ruse spre Austria și Germania urmau a fi finalizate doar peste doi-trei ani.

Alexandru A. Beldiman pleacă a doua zi, pe 22 iulie, la Praga află de ultimatum, iar sosirea la Berlin are loc pe 24 iulie seara. Pe 25 iulie primește o telegramă din partea lui Ion I. C. Brătianu, primul ministru al României, prin care i se cer informații despre

păreră germană asupra situației internaționale. Răspunsul lui Alexandru A. Beldiman este dat pe 29 iulie, când redă și aide-memoire-ul remis germanilor.

Autorul însemnărilor constată, în 1924, că Rusia cunoștea deja pe 28 sau 31 iulie conținutul acestui document ce era strict confidențial ...

Din descrierea evenimentelor și acțiunilor diplomatice din perioada 28-1 iulie autorul însemnărilor ajunge la concluzia „cârma alianței nu mai era ținută la Berlin ... Soarta Germaniei a fost, dacă nu hotărâtă la Viena, dar lăsată în voia șovăielilor și duplicității Cabinetului austro-ungar ... Guvernul german a fost <târât> în conflagrația mondială fără a avea timp a-și pregăti aliații”. Germania nu credea încă într-un apropiat război.

Mobilizarea generală a Rusiei, din 31 iulie, a pus România în fața faptului împlinit al izbucnirii războiului mondial.

O neconsultare a avut loc și între Austro-Ungaria și Italia, contrar articolului VII din Tratatul de alianță încheiat între cele trei puteri - Germania, Austro-Ungaria și Italia.

Neintrarea României în război s-a datorat nepregătirii politice și militare a ei. Iar rostul Consiliului de Coroană din 4 august autorul nu-l înțelege, socotindu-l un caz nefericit.

Germania și Austro-Ungaria erau oarecum mulțumite de inacțiunea României, de care doreau să profite pentru a nu avea obligațiuni în caz de victorie. Iar Rusia dorea, ca și în 1877-1878 să învingă singură, fără o cooperare cu România.

În privința Bulgariei și a atitudinii României, partea a doua din telegrama lui Sozonov este greșită. Intervențiile lui Alexandru A. Beldiman pe lângă germani erau de a astâmpăra ostilitățile bulgare, datorate neîncrederii în declarațiile oficiale ale conducătorilor bulgari. După informațiile primite, Alexandru A. Beldiman telegrafia în țară că Bulgaria va merge cu Puterile Centrale.

Iar Rusia, prin spionaj, cunoștea parte din conținutul intervenției și de acțiunile diplomatice, așa explicându-se forma afirmativă a primei părți din telegrama lui Sozonov și dubitativă a celei de a doua părți. De aceea Rusia se considera victimă a agresiunii germane și acuza România de „trădare” în cazul că s-ar adevăra știrile referitoare la misiunea lui Alexandru A. Beldiman.

Izbucnind războiul Alexandru A. Beldiman este nevoit să rămână la post, la Berlin, iar la 27 septembrie/ 10 octombrie 1914 Regele Carol I murea ... cei doi ne mai având posibilitatea a se revedea ...